

<https://ricochets.cc/Chronique-de-la-technopolice-le-respect-de-la-vie-privee-promis-par-le-liberalisme-s-e-vanouit-dans-la-surveillance-totale.html>



Chronique de la technopolice : le respect sacré de la vie privée promis par le libéralisme s'évanouit dans la surveillance totale



Publication date: mercredi 6 avril 2022

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

L'idéologie libérale (qui est une sorte de philosophie politique qui va avec l'économie capitaliste) promettait en guise de susucre le respect absolu de la sphère privée. L'inflation des moyens de contrôle et de surveillance en tous genres propres à la société de masse ont détruit cette promesse. Tous suspects, tous fichés, tous surveillés. L'Etat et le capitalisme veulent passer tout le monde, non stop, à la moulinette automatisée du big data et des algorithmes alimentés par de multiples capteurs dans l'espace public et par les données privées récoltées H24 par les outils numériques connectés.

La technopolice ce n'est pas demain.

Si on laisse se continuer l'Etat, la société de masse productiviste et le capitalisme, les dystopies de cinéma type Minority Report ou Black Mirror seront dépassées.



Chronique de la technopolice : drones policiers partout, reconnaissance faciale, safe city, policiers augmentés, vidéosurveillance algorithmique, ADN, pass, Alicem, crédit social... La Â« safe city Â» : les technologies au service de la police et de l'Ordre tentaculaire de l'Etat et du Capital

Les drones policiers autorisés par le Conseil constitutionnel

► [Les drones policiers autorisés par le Conseil constitutionnel](#) (quadrature du net)

Le Conseil constitutionnel vient de rendre sa décision sur la loi « responsabilité pénale et sécurité intérieure ». Ce texte, adopté le 18 novembre 2021 par le Parlement, prévoyait notamment de ré-autoriser les drones policiers. Si les drones avaient été interdits à quatre reprises depuis 2020 (deux fois par le Conseil d'État, une fois par la CNIL et une fois par le Conseil constitutionnel), l'entêtement du gouvernement a porté ses fruits. Après deux années d'illégalité, les drones vont ré-occuper le ciel et restaurer la surveillance de masse.

Cette mauvaise nouvelle ne vient pas seule : le Conseil constitutionnel valide aussi les caméras embarquées sur les véhicules de police (hélicoptères, voitures...) ainsi que la vidéosurveillance des cellules de garde-à-vue. À côté, le Conseil ne prend même pas la peine d'examiner les nombreuses autres dispositions de cette loi qui s'en prennent à d'autres libertés fondamentales (amendes forfaitaires, prise d'empreintes forcée, répression des mineurs isolés, modification du régime d'irresponsabilité pénale - voir notre analyse commune avec le SAF, le SM et la LDH).

(...)

Le Conseil constitutionnel autorise la police et la gendarmerie nationale à utiliser les drones tant pour des fins administratives que pour les enquêtes judiciaires. Par exemple, les caméras sur drones pourront être déployées au cours de manifestations et rassemblements jugés comme « susceptibles d'entraîner des troubles graves à l'ordre public », aux abords de lieux ou bâtiments « particulièrement exposés à des risques de commission de certaines infractions » ou encore dans les transports ou aux frontières.

Le Conseil constitutionnel ne trouve rien à redire sur la disproportion et l'imprécision de ces larges finalités. De même, il valide le fait que ces nouvelles mesures soient simplement autorisées par un préfet (et non un juge) qui estimera seul si ces technologies de surveillance sont nécessaires et proportionnées. En somme, la police autorisera la police à utiliser des drones selon sa propre appréciation de la nécessité de surveiller...

(...)

le Conseil constitutionnel se défausse de son rôle de gardien des libertés et refuse de confronter les dangers propres à ces technologies, qui auraient dû le conduire à les interdire durablement.

(...)

Emmanuel Macron, cinq années de surveillance et de censure

► [Emmanuel Macron, cinq années de surveillance et de censure](#) - A l'approche de l'élection présidentielle, nous revenons sur le bilan en matière de surveillance et de censure d'Emmanuel Macron, de son gouvernement et de sa majorité à l'Assemblée nationale.

Détailler le nombre impressionnant de textes législatifs ou réglementaires qui leurs sont dus et qui ont accentué la censure et la surveillance est un exercice sinistre. Il est néanmoins révélateur du monde fantasmé par les personnes au pouvoir et dans lequel elles veulent nous précipiter : un État et une police tout-puissants, ivres du pouvoir que leur promettent les nouvelles technologies, se plaçant au-dessus de la justice et de la contestation populaire et travaillant main dans la main avec une poignée d'entreprises sécuritaires pour surveiller et censurer tout et tout le temps.

En cinq ans, Emmanuel Macron, aussi bien par sa propre action que par celle de son gouvernement, ou par la domination qu'il aura exercée sur une majorité parlementaire entièrement dévouée, aura directement contribué au basculement, toujours plus rapide, toujours plus profond, vers une société sécuritaire reposant sur la surveillance et la censure, qu'elle soit d'origine étatique ou privée, les deux étant ici souvent mêlées.

S'il leur reste encore quelques mois pour empirer une situation déjà bien inquiétante, il est possible de dresser dès maintenant un bilan de ses actions. Celui-ci est évidemment loin d'être exhaustif. Premièrement, car il se limite aux sujets sur lesquels La Quadrature du Net a pu travailler ces cinq dernières années et qui sont liés à son objet social : la défense des libertés dans l'environnement numérique. Deuxièmement, car, même limité au front numérique, l'extension de ce sujet dans chaque recoin de nos vies rend la veille difficile.

Le bilan d'Emmanuel Macron est néanmoins particulièrement lourd : extension des pouvoirs des services de renseignement, nouveaux fichiers de police et bases de données massives, accélération du pouvoir de censure de l'administration, partenariats multiples avec des entreprises sécuritaires pour démultiplier la surveillance sur Internet ou dans nos rues, utilisation massive de la reconnaissance faciale policière...

Précisions que si cet effondrement démocratique est le fait du gouvernement actuel, il ne doit pas en porter seul la responsabilité : cette orientation a été initiée par Nicolas Sarkozy dans les années 2000 avant d'être déployée à grande échelle par François Hollande. Toutes ces dérives n'auraient pas pu se déchaîner aussi facilement si l'extrême-droite n'avait pas imposé ses obsessions d'exclusion et de violence dans le débat public et si tant d'élu-es de gauche n'avaient pas échoué à défendre un contre-modèle à la Technopolice dans leur ville et leur région.

(...)



Chronique de la technopolice : drones policiers partout, reconnaissance faciale, safe city, policiers augmentés, vidéosurveillance algorithmique, ADN, pass, Alicem, crédit social... Dispositif de reconnaissance faciale, 2021

Ö LECTURE : LA POLICE DU FUTUR

C'est d'abord dans la revue du Crieur, en 2018, qu'est paru l'article de Mathieu Rigouste, « **La police du futur, de la surveillance généralisée à l'autocontrôle** ». Il y décryptait les dernières innovations technologiques de l'industrie militaro-policière présentée lors du salon Milipol à Paris. Basé sur ce travail, son dernier livre « La police du futur, le marché de la violence et ce qui lui résiste » présente un état des lieux, à l'aune de la pandémie, du business des armes et équipements qui imposent toujours plus de contrôle pour faire de nous une population « qui se tient sage ». Le salon Milipol qui se déroule à Paris est organisé sous la protection du Ministère de l'Intérieur et présidé par le préfet Yann Jounot, également coordonnateur du renseignement auprès du Président. Milipol c'est le salon où Zemmour a pu se mettre en scène en train de viser des journalistes avec un fusil du RAID pendant qu'un policier lui expliquait que ces armes le protégeront lorsqu'il sera président. Le ton est donné. Milipol ce sont en tout « 30000 professionnels de la sécurité publique et privée venus de 150 pays, autour d'un millier d'exposants, parmi lesquels un tiers d'entreprises françaises ». Le lien est donc étroit entre État et entreprises privées ou industries semi-publiques, très lucratives : en 2017, Gérard Collomb annonçait sa volonté de doubler le chiffre d'affaires de ce secteur d'ici 2025. Et l'État, avec l'argent public, a investi environ 3,6 milliards d'euros en 2020, avec notamment une nette progression pour les drones de surveillance pendant la pandémie.

Les technologies de l'armement, de la surveillance, et les innovations en matière d'intelligence artificielle et de robotique (qui s'inspirent du monde militaire) prennent de plus en plus de place dans notre quotidien : « le domaine policier réfléchit aux moyens de légitimer l'armement des robots de contrôle ». Robots policiers, voitures autonomes, nouvelles armes dites « intermédiaires » qui, loin d'être non létales, augmentent en réalité le degré de violence. De façon générale, le matériel utilisé par les militaires se retrouve entre les mains des policiers. C'est comme ça qu'à Nantes on peut voir depuis quelques années une police équipée de fusils d'assaut. Mais le policier du futur c'est surtout un policier « connecté » voire « augmenté ». Les firmes investissent dans la recherche médicale et l'utilisation des nanotechnologies pour renforcer les capacités et performances physiques. Des fantasmes dignes de scénarios de science-fiction et pourtant bien réels.

La police du futur passe aussi par le contrôle de la ville, l'objectif de la « smart and safe city »

Pour inscrire ces évolutions dans notre quotidien et en faire un marché lucratif, il convient de les rendre acceptables voire désirables. Ainsi de nombreuses campagnes de communication sont mises en place par l'armée et la police. Il n'est pas rare de voir des affiches de l'armée sur les panneaux publicitaires. Dans cette même volonté, à Nantes, un évènement a vu le jour : « Le village de la sécurité » installé place Royale, en plein coeur du centre-ville. **Durant tout un samedi, l'armée, la police et la gendarmerie se mettent en scène pour faire la promotion de leurs métiers**

et de leur équipement. On peut y voir toutes leurs armes et faire monter nos enfants sur leur moto. On peut même assister au « spectacle » d'une interpellation. La police du futur passe aussi par le contrôle de la ville, l'objectif de la « smart and safe city », la « gestion numérique centralisée de l'espace public ».

Ce concept repose totalement sur la surveillance et le contrôle social. En France, Nice et Marseille font office d'exemples avec des tentatives telles que les portiques à reconnaissance faciale à l'entrée des lycées des quartiers populaires, véritables zones à contrôler, et la mise en place d'un réseau de surveillance centralisé au service de la police. Heureusement des résistances existent, notamment via la Quadrature du Net. Pourtant de nombreuses villes se dotent désormais d'un réseau de vidéosurveillance, et Nantes ne fait pas exception. De son côté Huawei, entreprise chinoise bien connue pour ses smartphones, a pu fournir gratuitement ses technologies de vidéosurveillance intelligente à la police municipale de Valenciennes. Mathieu Rigouste y voit le fameux panoptique carcéral étudié par Michel Foucault : « Le fantasme de pouvoir tout voir et de le faire savoir pour générer de l'autocontrôle ».

C'est dans cette logique que se déploient des dispositifs policiers de plus en plus visibles dans les villes. Il suffit de traverser le centre-ville de Nantes pour voir aujourd'hui cinq ou six voitures de flics quadriller la croisée des trams à Commerce et s'exhiber outrageusement en circulant sur les lignes du tramway. La surveillance est omniprésente et les dispositifs de contrôle se développent comme dans les pires récits d'anticipation : satellites de surveillance, lunettes à reconnaissance faciale, ballons dirigeables capables de « scanner le territoire » en 3D, canons à son, caméras sur les chiens policiers, et même le puçage électronique du vivant. Les policiers sont dotés d'ImSI-catchers qui, via des antennes relais, sont capables de « voir à l'intérieur » des ordinateurs et téléphones à proximité. Les drones peuvent désormais aussi en être équipés. Les polices des frontières utilisent évidemment largement ces technologies contre les populations exilées, en Méditerranée mais aussi à Calais. Le plus effrayant reste la recherche sur les technologies d'implants numériques capables de diriger le système nerveux. « Les applications médicales légitiment ainsi le développement de nouvelles technologies qui glissent ensuite dans l'industrie militaire puis policière. »

Enfin Mathieu Rigouste revient sur « la sécurité des grands événements », à savoir les crises antiterroristes et sanitaires, ainsi que la gestion d'événements tels que les JO. Ceux-ci permettent en effet d'étendre et de faire accepter des mesures liberticides. Le Conseil de défense a récemment poussé ces mesures jusqu'à l'autocontrôle via les attestations de sorties et la substitution au flicage avec le pass sanitaire puis vaccinal. En résumé une population qui accepte de s'auto-surveiller. La gestion du Covid a permis de contourner toutes les réglementations pour appliquer des technologies sécuritaires qui viennent en même temps enrichir les industries qui les produisent. Et cela va encore plus loin avec la domotique : la gestion et surveillance numérique de l'espace domestique. Ces gestions et surveillances numériques de l'espace domestique, des technologies qui s'insinuent jusque dans notre intimité.

Il y a fort à parier que les crises climatiques et politiques qui s'annoncent renforcent ces scénarios en devenir, à moins d'une résistance efficace. Comme le souligne Mathieu Rigouste dans son livre, malgré les ambitions délirantes des politiciens et industriels, de nombreux projets ont déjà été stoppés grâce à l'implication d'associations et de collectifs.

j Et pour aller plus loin :

- Technopolice : défaire le rêve sécuritaire de la safe city, de Claire Richard et Louise Druhle, éditions 369.
- La société de vigilance, auto-surveillance, délation et haine sécuritaire, de Vanessa Codaccioni aux éditions Textuel.
- Nous sommes en guerre, de Pierre Douillard-Lefevre, éditions Grevis

(post de Nantes Révoltée)



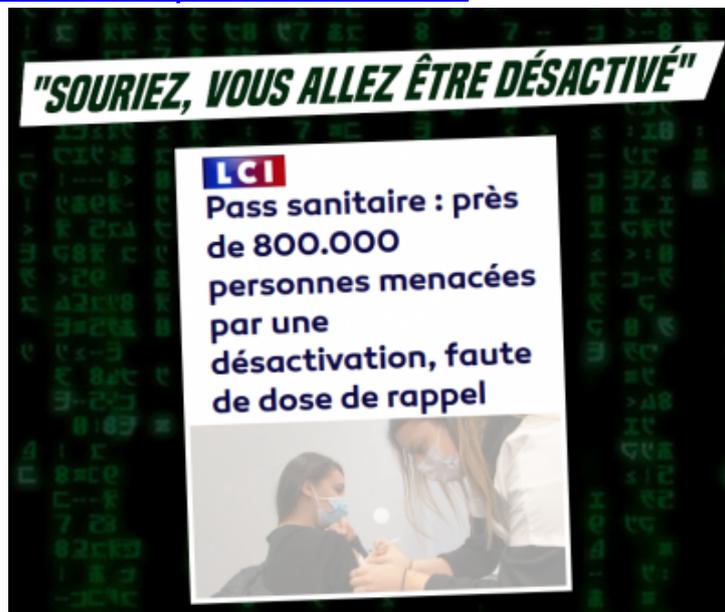
Chronique de la technopolice : drones policiers partout, reconnaissance faciale, safe city, policiers augmentés, vidéosurveillance algorithmique, ADN, pass, Alicem, crédit social... Caméras partout, vie privée et libertés publiques nulle part : le libéralisme a accouché d'un monstre

DIVERS

- [N'en déplaise à la Technopolice, les drones de la police municipale sont toujours illégaux](#) - La semaine dernière, nous constatons amèrement l'échec de la lutte nationale contre les drones de surveillance de la police nationale et de la gendarmerie et nous appelions à la nécessité d'actions locales pour les combattre. Seule victoire, les drones de la police municipale échappent à cette large banalisation sécuritaire et demeurent interdits. Alors que la majorité de droite de la région Île-de-France s'était empressée de voter des subventions pour le déploiement de drones à destination des mairies, cette censure du Conseil constitutionnel confirme l'illégalité de la décision de la région. C'est pourquoi nous intervenons aujourd'hui au soutien d'élus de l'Île-de-France contre le financement illégal de drones de polices municipales. L'heure est aux actions locales.
- [Pistage dans le cyberspace](#) - La généralisation de l'usage de la téléphonie mobile, du bornage par les antennes wi-fi et de la pratique de stockage dit « cloud » a fait émerger de nouvelles manières d'appréhender les déplacements dans l'espace public. De plus en plus répandues dans le contexte de la pandémie et d'une volonté affirmée de « gérer les foules », ces technologies participent aussi d'une surveillance généralisée des individus, souvent à des fins marchandes. En collectant massivement nos données privées dans certains espaces publics, ces dispositifs de surveillance cartographiés par le collectif Technopolice mettent à mal la protection de celles-ci. En outre, ils surdéterminent nos comportements, car si le pistage numérique aide à prédire les déplacements des foules, il permet aussi de les diriger sans qu'elles en aient conscience. En modifiant ainsi nos manières d'appréhender et d'habiter collectivement l'espace public, ces dispositifs ne présentent-ils pas un risque pour une approche véritablement émancipatrice de celui-ci ? Et si oui, comment en sortir ?
- [Quand les algorithmes seront parfaits](#)
- [La vidéosurveillance investit les campagnes dans l'indifférence générale](#) - Alors que la reconnaissance faciale suscite inquiétudes et critiques dans le cadre d'expérimentations réalisées en conditions réelles dans plusieurs grandes villes de France de Paris à Marseille, en passant par Lyon ou encore Nice, les villages ruraux, eux aussi, s'équipent désormais de caméras connectées, compatibles avec des fonctions de reconnaissance faciale, et ce, dans une relative indifférence. Enquête à Briennon-sur-Armançon, dans l'Yonne, petite commune de 3 300 habitants qui se veut à l'avant-garde de la vidéosurveillance « intelligente ».
- [Big Brother à New-York/ : la police vous trace via la reconnaissance faciale](#) -À New-York, un réseau tentaculaire de caméras de surveillance est déployé. Problème/ : la police peut analyser les images de ce réseau avec des logiciels de reconnaissance faciale. Un réel danger pour les droits. Décryptage. Big Apple ou Big Brother/ ? La question mérite d'être posée. À New York, des quartiers entiers sont exposés à un système de surveillance de masse. Nous avons recensé 25/500 caméras de surveillance dans la ville. Mais à New-York, être exposé à la vidéosurveillance, c'est être exposé à l'identification par des logiciels de reconnaissance faciale.
- [Qu'est-ce que la vidéosurveillance algorithmique ?](#) - La semaine dernière, La Quadrature du Net a transmis à la CNIL sa position relative à la vidéosurveillance dite « algorithmique », ainsi que plus de 170 contributions de

personnes nous ayant mandatées dans le cadre d'une contre-consultation populaire. Nous allons revenir prochainement sur le détail des arguments qui conduisent, selon nous, à combattre toute légitimation de ces dispositifs. En attendant, il est essentiel de revenir sur ce que signifie ce terme et sur la nature exacte de ces technologies déployées depuis plusieurs années en France. Alors, de quoi parle-t-on ?

- [IA et réforme de l'État : vers des bureaucraties sans humains ?](#) - Depuis quelques années, à grand renfort d'un vocable issu du monde des « start-ups », on assiste à la consolidation d'un nouvel avatar de la réforme néo-libérale de l'État. À travers les concepts d'« État plateforme » ou de « start-up d'État », les nouveaux réformateurs comptent sur les « corporate hackers » et l'innovation disruptive pour transformer de l'intérieur les bureaucraties publiques, laisser libre cours à la créativité, renouer avec la transparence, déployer des méthodes « agiles » et s'adapter à un environnement en perpétuelle transformation, le tout à moindre coût. L'« État digital » - concept vanté en juin 2017 par Emmanuel Macron lors d'une ode à la « startup nation » restée célèbre - est aussi et surtout un État en voie d'automatisation : pour accompagner l'horizon du non-remplacement de près de 50 000 fonctionnaires d'ici à 2022, le plan Action Publique 2022 lancé en octobre 2018 misait sur des « technologies telles que l'intelligence artificielle et les RPA ("robotic process automation" »), et ce afin de « d'automatiser les tâches répétitives et à faible valeur ajoutée ».
- [Aperçu des luttes d'actualités en Grèce - articles tirés d'indymedia athènes - Novembre 2021](#) - Ce n'est pas la première fois que l'identification de matériel génétique est utilisée pour la répression et/ou l'emprisonnement des combattant-es, cet outil répressif à une histoire de plusieurs années déjà en Grèce
- [Pourquoi s'opposer à la création de Mon Espace Santé ?](#)
- [Tous fichés, poster tableau des principaux fichiers policiers ou assimilés](#)
- [Pourquoi s'opposer à la vidéosurveillance algorithmique ?](#) - La vidéosurveillance algorithmique (VSA) s'installe en France avec l'aide de l'État, des collectivités territoriales et de la CNIL (relire notre article « Qu'est-ce que la VSA ? »). L'opposition s'organise, que ce soit au niveau local autour de la campagne Technopolice ou par notre réponse à la consultation récemment organisée par la CNIL à ce sujet. Les raisons de rejeter la VSA sont variées (nous avons d'ailleurs recueilli vos motivations personnelles et avons transmis à la CNIL 175 de vos contributions). Pour l'heure, voici l'état actuel de nos motivations politiques contre la VSA.
- [Hélico de police condamné : 15 ans de rotor](#) - La surveillance aérienne était illégale et le préfet mentait. Mais le tribunal administratif de Lyon rend une décision sans effets pratiques.
- [Un dispositif de surveillance audio retrouvé à la bibliothèque anarchiste Libertad à Paris \(France\) + Un micro de flics trouvé à la bibliothèque anarchiste Libertad](#)



Chronique de la technopolice : drones policiers partout, reconnaissance faciale, safe city, policiers augmentés, vidéosurveillance algorithmique, ADN, pass, Alicem, crédit social... Pass sanitaire : désactivation sur commande et à distance

SOURIEZ, VOUS ALLEZ ÊTRE DÉSACTIVÉ

Ce titre de la chaîne LCI est réel : « près de 800 000 personnes menacées par une désactivation faute de dose de rappel ».

Voilà le monde d'après : le gouvernement peut « désactiver » des personnes, à distance, de façon numérique, au prétexte de l'état d'urgence sanitaire. « Désactiver » les libertés fondamentales de centaines de milliers d'individus en un seul clic. Nous sommes devenus des algorithmes, des flux de données, des QR codes. Nous avons collectivement accepté cette nouvelle normalité. Dans quelques mois, d'autres seront « désactivés » à leur tour, et ainsi de suite.

Aujourd'hui ce chantage s'exerce autour de la question du vaccin, et demain ? Qui sera « désactivé » ? Et pourquoi ? Privé de loisirs, de liberté de circulation, d'emploi ou de vie sociale pour un comportement « déviant » ? Pour ne pas figurer dans le bon fichier ? Au nom du dernier caprice d'un gouvernement autoritaire ? Nous sommes déjà rendus à la dernière étape avant le système « crédit social » déjà mis en place par la dictature chinoise.

A l'heure du bilan, nous n'aurons ni l'excuse de l'ignorance - les faits sont là, sous nos yeux, évidents et documentés - ni l'excuse de l'impuissance - il est encore largement possible de se soulever, de s'organiser, d'empêcher de monde de cauchemar.

(post de Nantes Révoltée)



Chronique de la technopolice : drones policiers partout, reconnaissance faciale, safe city, policiers augmentés, vidéosurveillance algorithmique, ADN, pass, Alicem, crédit social... Caméras partout, vie privée et libertés publiques nulle part : le libéralisme a accouché d'un monstre

4è - DE L'ACCÈS AUX BARS, A L'ACCÈS AUX DROITS ÉLÉMENTAIRES : Un début de crédit social ?

Il faut se rendre à l'évidence. Le socle de nos libertés fondamentales, inscrites dans les Droits de l'Homme ou dans le droit tout court, ne nous aide pas beaucoup à freiner les exigences des pouvoirs politiques et financiers. De la détérioration des droits sociaux au pass vaccinal, en passant par la loi de Sécurité Globale ou la reconnaissance faciale... les droits descendent en flèche et le pouvoir de la police ne cesse d'augmenter pour imposer des nouveaux devoirs. Pendant ce temps, les sorties médiatiques des dirigeants esquissent un basculement de société inspirant la plus grande méfiance. Si le terme de crédit social chinois est dans beaucoup d'esprits pour évoquer la société vers laquelle on tend, nous allons voir ce qu'il est vraiment et comment il s'est imposé en Chine. Loin du repoussoir étranger que les médias en font, nous verrons qu'il s'inspire de la doctrine néolibérale et que ses formes sont à l'oeuvre dans nos sociétés occidentales.

Le 31 décembre 2021, Macron déclarait pendant sa présentation des voeux que « les devoirs valent avant les droits ». Quelques jours plus tard il fait une autre sortie fracassante dans une interview au Parisien, déclarant « qu'un irresponsable n'est plus un citoyen ». Ces deux phrases dites à propos de la vaccination avouent l'ambition d'un changement radical de société qui dépasse largement le cadre épisodique d'une gestion sanitaire. Elles laissent comprendre qu'il souhaite un régime qui évaluerait les citoyens selon une morale que lui même aura défini et qui pourrait les déclasser si besoin.

Au delà des mesures coercitives déjà annoncées à l'encontre des non vaccinés, il faut clairement y voir un changement de paradigme politique, un chantage pour nous faire accepter l'inacceptable. Le pass sanitaire et encore plus vaccinal s'imposent comme de nouvelles conditions pour avoir accès à des droits élémentaires. Ce qui n'était au départ qu'un droit d'accès aux bars et aux restaurants s'étend plus largement. Au Canada, il est prévu de supprimer les allocations chômage aux non-vaccinés. Pendant qu'en France, des voix s'élèvent pour un système de soin à deux vitesses pour les non vaccinés. Jusqu'où ira la honte ?

De plus en plus de libertés fondamentales semblent vouées à devenir illégales, voire simplement à disparaître. Le droit de circulation l'est déjà devenu depuis longtemps pour une partie de l'humanité qui risque sa vie en migrant, faute d'avoir les bons papiers. Des structures internationales comme Frontex s'assurent que le droit de circuler n'en soit pas un pour tout le monde. Aujourd'hui, la discrimination des non-vaccinés, à l'heure où la moitié du monde ne l'est pas, rendra illégales un bon nombre d'habitudes sociales pour certains. Le rapport entre les non vaccinés et les migrants nous direz vous ? C'est que le système se nourrit de la division et d'un droit à deux vitesses. C'est comme ça qu'il règne et que beaucoup se laissent prendre au jeu... Être un citoyen dans les clous aujourd'hui, ne garantit pas que vous le serez demain.

I CE QUI MOTIVE LE TOUT SÉCURITAIRE

Follow the money. (Suivez l'argent) ,

Dans cette partie nous allons nous pencher sur le rôle de l'autoritarisme. En pleine explosion dans les pays occidentaux, nous tirons l'hypothèse qu'il est intimement lié avec les exigences grandissantes de l'économie dans un monde de plus en plus contesté. Les dirigeants voient très probablement dans l'industrie sécuritaire et les lois liberticides les parfaits outils de contrôle pour rassurer les marchés. En pleine pandémie de surcroît, n'est t'il est vital pour l'économie d'avoir des outils lui permettant de faire fonctionner les échanges ? De faire tourner la machine quand elle menace de s'arrêter. C'est la fonction fondamentale du pass sanitaire, puis vaccinal. Fluidifier l'économie pour rassurer les marchés.

èó L'EXEMPLE CHINOIS

Ceci n'est pas sans rapport avec le crédit social chinois qui existe officiellement depuis 2014. Au départ, le crédit social naît dans les années 2000 d'une volonté de réguler l'économie chinoise qui souhaite garder le contrôle alors qu'elle est ouverte à l'économie de marché mondiale. Son plan initial est d'assainir le crédit chinois en le dotant d'une base de données nationale détaillée, afin de démocratiser, faciliter et sécuriser les prêts et les échanges financiers, notamment pour les bas revenus qui ont beaucoup recours à l'économie souterraine. C'est une sorte de contrat de confiance destiné à agréger le maximum de citoyens et d'entreprises dans une société de contrôle par le crédit.

Son ambition est largement élargie par la suite à la récolte de tout un tas de données, toujours pour fluidifier l'économie. Un organisme de crédit privé avait donné le ton avant 2014. Le Crédit Sésame : Ainsi "les clients qui disposaient d'un bon score de Crédit Sésame étaient dispensés de caution au moment de louer une voiture ou un vélo, ou pouvaient recevoir une meilleure visibilité sur l'application de rencontres." (Le système de crédit social chinois : miroir pour l'Occident, Clémence de Gail). Des techniques finalement très proches de ce qu'on connaît du néo-libéralisme occidental...

Mais la Chine ne s'est pas arrêtée là et a largement assis l'emprise étatique sur le secteur privé. Plusieurs institutions sollicitées au départ ont été écartées. Le gouvernement chinois s'est même présenté en garant de la protection des données personnelles contre les abus que pouvaient faire le secteur privé.

Si l'objectif a toujours consisté par la suite à donner confiance dans l'économie chinoise, avec l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en 2013 le crédit prend très vite la fonction d'un outil pour instaurer le socle d'une « morale sociale » et faire appliquer la loi partout. Aux citoyens, aux entreprises et aux institutions publiques par le biais d'un système de notation. Il recouvre un aspect économique, sécuritaire et se veut un outil moderne du maintien de la bonne morale tout en s'inspirant des moeurs culturelles. Il devient vite un vecteur de propagande définissant le bon citoyen en ayant recours à des notions de patriotisme et de civisme. Les informations contenues dans ce crédit social forment au final ce qui pourrait s'apparenter à une réputation. C'est cette réputation qui déterminera vos conditions d'accès à un crédit, à un logement ou à un job, avec des nuances et des critères variant selon les localités. En parallèle de ça, il existe aussi des listes rouges ou noires qui sont encore une autre couche de contrôle social pouvant en venir au "shaming". C'est ce qu'on a pu voir fin décembre avec les 4 citoyens exposés à l'humiliation publique en combinaisons blanches dans les rues de Jingxi. Ils étaient accusés d'avoir laissé passer des migrants en dépit de la fermeture des frontières dues aux restrictions sanitaires.



Chronique de la technopolice : drones policiers partout, reconnaissance faciale, safe city, policiers augmentés, vidéosurveillance algorithmique, ADN, pass, Alicem, crédit social... Drones et policiers volants

I SOCIÉTÉ DE LA TRANSPARENCE ET DE LA CONFIANCE : LES FAUX AMIS ¶

La notion de réputation est une base dans la transparence du système des crédits à travers le monde. Elle n'est pas propre à la Chine. Avec l'avènement du digital et des big datas, elle a passé un stade supérieur. Les données sur nous même nous échappent, dans un monde où la notion d'anonymat est en train de disparaître. L'État chinois a su vite en tirer parti.

Il faut comprendre ici que le système de crédit donne le ton en matière de vie privée numérique, et ce partout dans le monde. La viabilité des marchés financiers tient sur des notions de confiance et de transparence via la récolte de données privées, personnelles ou étatiques massives permettant de prévoir les risques, d'anticiper, de savoir quand investir ou quand rémunérer les actionnaires par exemple. Beaucoup d'États, comme la France, travaillent à augmenter cette transparence. Les politiques de transparence sont en général asymétriques. Alors qu'elles sont chargées de récolter toujours plus de données citoyennes, l'État n'est pas pour autant plus lisible aux yeux des citoyens.

Le cas chinois nous permet de voir à quel point le système économique commande des outils politiques et sociaux permettant de le rassurer. C'est une des fonctions du crédit social chinois et il nous paraît évident que c'est aussi la fonction des pass sanitaire et vaccinal. La venue de ces outils de régulation tombe à point nommé dans un contexte des plus incertains où la défiance envers les pouvoirs est grande et représente une source d'instabilité. Surtout en pleine pandémie. Le pass vaccinal ou sanitaire est un gagnant-gagnant entre le pouvoir économique et le pouvoir politique.

Le crédit social chinois est régulièrement utilisé comme repoussoir par les médias occidentaux, faisant de la Chine un bouc émissaire. S'il n'y a rien à redire aux critiques sur l'aspect totalitaire d'un tel système, il faut voir que bien des aspects du crédit social chinois sont des techniques de gestion largement inspirées par les secteurs privés des entreprises occidentales attribuant des scores à leurs clients. C'est bien sûr le cas des assurances, mais il y a des domaines où le public lui-même est pro-actif en la matière et participe à son propre flicage. Il en va des notes des chauffeurs Uber, des avis AirBnB et nos interactions sur les réseaux sociaux, notamment quand on y donne des informations qui pourront être contrôlées par le fisc (Loi de finances 2020).

Un des épisodes les plus connus de la série Black Mirror, où les personnages se notent mutuellement et déterminent ainsi le rang social de chaque personne, a beaucoup été commenté comme une critique de la société chinoise alors qu'il faut plutôt y voir la pente glissante vers laquelle sont en train de tomber les sociétés occidentales.

Nous donnons une quantité folle de données aux entreprises privées et l'État se dit littéralement « pourquoi pas moi ». Toutes les données de prévisions comme le Health Data Hub (mis en suspens par la CNIL. Les données étaient hébergées par Microsoft) ou plus récemment le Crisis Data Hub consistant en un projet de croisement de données massives en cas de crises, sont indéniablement des initiatives en ce sens auxquelles la crise sanitaire vient donner une forte impulsion en permettant comme jamais aux pouvoirs de prendre le pouls de la société. Cela nous rend plus lisibles que jamais, pour le plus grand bonheur de l'économie. Rappelons qu'en Mars 2020, nous apprenions par la presse qu'Orange utilisait les données de géolocalisation de millions d'utilisateurs pour évaluer l'effet du confinement.

Le pass sanitaire, lui, fournit un indicateur sur le taux d'approbation d'une société à se plier à des échanges économiques régulés de près en temps de pandémie. C'est comme si l'État disait : « avec le pass nous pouvons faire fonctionner la société à tel niveau de rendement et avec tel degré d'acceptabilité des morts ». Il est censé rassurer l'économie à un instant T que le futur proche ne sera pas fait d'un nouveau confinement réduisant le volume des échanges. Il permet donc de faire des prévisions économiques. Il faut le voir comme un gage donné par l'État. Qu'il soit efficace ou pas sanitaire n'est même pas la question.

En outre, il offre une opportunité inespérée pour l'industrie techno-sécuritaire dans le développement et le renforcement d'une société d'accès conditionnés. Libre ensuite aux politiciens et leurs lobbies de déterminer la nature des accès et des conditions. S'il fallait prendre un exemple, Alicem est un projet gouvernemental conditionnant l'accès aux services sociaux par une carte d'identité numérique possédant nos données biométriques telles que la reconnaissance faciale.

Le pass est un signe fort pour bon nombre de marchés qui n'en sont encore qu'à leurs balbutiements.

I SOCIÉTÉ DE MALADES, SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE

Il se peut que le système économique mondial ait trouvé une zone de fonctionnement idéale avec la pandémie. Une société de malades implique la prise de température permanente de l'ensemble des individus, et donc d'un ensemble de données visant à rassurer les calculs et les prévisions de l'économie.

Il va sans dire que le processus d'acceptation d'un tel dispositif implique son niveau de chantage et de propagande. Au delà de l'aspect économique qu'il encourage et dont il nous rend dépendant, le pouvoir politique y tire un profil qui lui permet de façonner la société. C'est une façon d'étendre son influence au niveau moral et sécuritaire. Les appels au civisme, à l'effort commun et les menaces coercitives participent à un endoctrinement auquel il est difficile d'échapper. Refuser le contrôle par le pass vous relègue immédiatement au ban de la société dans un contexte où le gouvernement vous expose à une forme d'humiliation sociale. Même si beaucoup de poches de résistance se sont développées pour contourner le pass, ou s'organiser sans... Et tant mieux.

Vu l'incapacité du vaccin à endiguer la pandémie à lui tout seul, il est évident que l'entêtement du gouvernement à imposer le pass vaccinal est d'ordre idéologique. Et il n'y a rien d'étonnant à ça. L'approche néolibérale conditionne

le rôle de l'État à n'intervenir que lorsque l'économie est en présence de risques externes. Son rôle est de régler ce qui pourrait l'entraver. L'État rend l'économie plus fluide. On peut voir ici l'expression d'une véritable pensée unique, voire d'un parti unique, qui gouverne depuis au moins 30 ans.

Il faut regarder la société de contrôle avec la même froideur qu'elle nous regarde. Si complot il y a, il est littéralement sous nos yeux. Le contrôle ne vise pas des plans secrets, il se soucie de nous et vient à notre chevet pour savoir quel est le niveau maximum de rendement qu'il pourra obtenir de nous. De celles et ceux qui font tourner la machine.

Nous n'avons pas d'autres raisons d'être anti-capitalistes et de vouloir la chute d'un tel système.

Les prochains outils coercitifs seront vendus comme les seuls moyens de faire face aux crises

Les plus optimistes pourraient dire : "ça va, il suffit juste de faire un vaccin et on n'en parle plus". Mais on voit bien que l'instauration des pass est une question à part de celle des vaccins. Dans un monde en perpétuelle crise, on peut être sûr que l'approche néolibérale des États va continuer d'imposer ses indicateurs, comme le pass en est un, et qu'ils seront à chaque fois de nouvelles conditions pour accéder à la citoyenneté. Imaginez quelles seront ces nouvelles conditions quand les États feront mine d'affronter les risques liés au réchauffement climatique...

Les prochains outils coercitifs seront vendus comme les seuls moyens de faire face aux crises avec des arguments tels que "il faut construire une société de la confiance", "la transparence de nos données est la condition pour un monde plus sûr", "chaque citoyen doit être responsable face aux crises que nous traversons", "les devoirs passent avant les droits", "la société de la vigilance combinée aux futures Smart Cities nous permettront d'adopter la sobriété énergétique dans un monde en crise climatique." Autant de blabla pour en arriver à une société de contrôle parfaite. Au delà de façonner le citoyen responsable, c'est l'achèvement du projet capitaliste, considérant les milliards d'individus comme une ressource ajustable dont la fonction est d'obtenir le meilleur rendement économique à toute époque et selon les crises que ne manque pas de provoquer le système.

On aurait tort de s'attendre à autre chose d'un monde qui fait de l'économie et de l'enrichissement les seules aventures possibles. Une question nous semble alors évidente. Plus que de savoir comment nous irons sur Mars, on ferait mieux de se demander comment se faire confiance à plusieurs milliards d'individus en dehors des règles de soumission qu'imposent ceux qui ont de l'argent sur ceux qui n'en n'ont pas.



Chronique de la technopolice : drones policiers partout, reconnaissance faciale, safe city, policiers

augmentés, vidéosurveillance algorithmique, ADN, pass, Alicem, crédit social... Futurs policiers augmentés ?
avec armures high-tech et pouvoirs quasi-illimités ?